

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 106 18 mai 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- **Un pouvoir en faillite face à la montée du mécontentement et des luttes populaires**
De l'imposture du 5 mai à la farce des ambitions rivales...
- **Ne pas détourner les aspirations unitaires vers l'impasse électorale de l'antilibéralisme**
- **Discussion autour du projet de Manifeste: L'Europe, arène de la lutte de classe**

Un pouvoir en faillite face à la montée du mécontentement et des luttes populaires De l'imposture du 5 mai à la farce des ambitions rivales...

Tandis que l'affaire Clearstream n'en finit pas de rebondir, les députés étaient invités mardi 15 par le PS à « *purger la crise* », en votant une motion de censure contre Villepin.

Les députés PS, PC et Verts ont voté la censure. Bayrou, suivi par 11 députés sur les 30 que compte l'UDF, l'a votée également. L'UMP a voté unanimement le soutien au premier ministre, mais en assurant le service minimum, plus de la moitié du groupe, prétextant des rendez-vous urgents, ayant boudé la séance. Ceci dit, le suspens était bien mince, et Villepin n'a pas été censuré. Il ne risquait vraiment rien puisque la constitution prévoit que, lors du vote d'une motion de censure, les absents et les abstentionnistes sont considérés d'office comme soutenant le Premier ministre...

Ce cinéma parlementaire est révélateur d'une crise politique qui n'en finit pas de s'étendre. Un sondage récent donne la mesure du discrédit qui frappe l'ensemble des partis politiques de gouvernement : 7 personnes sur 10 ne font confiance ni à la droite, ni à la gauche. La cote de popularité de Villepin, déjà largement entamée par l'épisode du CPE, ne cesse de s'effondrer, dépassant dans la disgrâce son prédécesseur Raffarin.

Le PS voudrait bien restaurer la crédibilité des institutions de la République...

Hollande, soucieux du respect des institutions, sa motion de censure écartée « *démocratiquement* », en appelle maintenant au Président de la République, au nom de l'intérêt supérieur de la nation, pour qu'il « *prenne ses responsabilités* ». Et donne rendez-vous en 2007, pour un changement à la tête de l'Etat, dans le respect des règles de la République.

Parti responsable devant la bourgeoisie, en jouant le jeu des règles institutionnelles, le PS pense

redonner un semblant de crédibilité aux institutions, au jeu parlementaire, au pouvoir républicain, et par la même occasion redorer son image. Pour lui, la crise politique qui frappe Villepin et le gouvernement se réduit à l'affaire Clearstream, une sombre affaire d'affrontements irresponsables entre ambitions rivales : pour Hollande, « *l'Etat lui-même a été pris en otage, accaparé par des clans, pour assouvir des rivalités personnelles* ».

Mais pas plus l'affaire Clearstream que la rivalité entre Villepin et Sarkozy ne sont les causes profondes de la crise de pouvoir actuelle. Elles sont la conséquence et en même temps un révélateur et un accélérateur d'une crise politique qui est le prolongement direct de la crise de l'élection présidentielle de 2002, du désaveu des candidats de cohabitation Chirac et Jospin le 21 avril, puis du vote massif pour Chirac, candidat du « front républicain » contre Le Pen, le 5 mai. La quiproquo se dénoue dans le rejet et la crise.

Quatre ans de fuite en avant d'un pouvoir d'Etat de plus en plus discrédité

L'échec de Jospin était la sanction portée par les travailleurs et la population laborieuse à la politique qu'il venait de mener comme Premier ministre de Chirac, en mettant en œuvre le programme du Medef et des multinationales européennes. L'arrivée de Le Pen en seconde position n'était pas tant la conséquence d'une augmentation du score de l'extrême droite que la mesure du discrédit des candidats de la cohabitation. Le « front républicain » constitué entre les deux tours a contribué à faire plébisciter Chirac le 5 mai, pour faire barrage au Front national mais il n'a pas réussi à escamoter le mécontentement et le désaveu. Porté par le plébiscite, l'appel de la gauche pour Chirac, aux législatives suivantes, l'UMP obtiendra la majorité absolue des sièges. La capitulation de la gauche avait préparé sa propre défaite.

Le gouvernement Raffarin, puis celui de Villepin, se revendiqueront du « *consensus de mai* » pour poursuivre la mise en application du programme du gouvernement Jospin, c'est-à-dire la mise en œuvre des décisions du sommet de Lisbonne de mars 2000. Ils profiteront pour cela d'une opposition parlementaire désarmée, et associeront les confédérations syndicales, « syndicalisme de proposition » oblige, à leurs projets de démolition des retraites des fonctionnaires, de la sécurité sociale, du code du travail, et à leurs plans de privatisations.

Mais ces projets ne passeront pas sans opposition. A des degrés divers, pendant ces 4 ans, l'offensive du gouvernement et du patronat s'est heurtée à l'intervention des travailleurs, des lycéens, des étudiants, qui, passant outre les « *diagnostics partagés* » des confédérations syndicales, les forceront à organiser un minimum de résistance, et n'hésiteront pas, comme lors du mouvement contre le CPE, à remettre en cause les décisions gouvernementales, la légitimité même du pouvoir parlementaire.

Aux luttes sociales s'ajoute la gifle du non au référendum du 29 mai 2005, par lequel travailleurs et jeunes ont dit leur refus d'une politique de régression sociale au service des patrons.

Les véritables causes de la crise politique qui frappe le gouvernement Villepin après avoir frappé celui de Raffarin sont dans le rejet de plus en plus massif de la politique gouvernementale, et à travers elle, la contestation des institutions de l'Etat bourgeois et du pouvoir de la bourgeoisie elle-même.

La façon dont l'affaire Clearstream a éclaté et s'amplifie est une des expressions de cette crise et montre à quel point la situation politique échappe à ceux qui sont censés la diriger. Elle révèle l'ampleur que peuvent atteindre les tensions et les haines entre hommes politiques du même camp au sommet de l'Etat. La psychologie des personnages est secondaire. C'est bien l'isolement des imposteurs, le rejet qu'ils suscitent partout, y compris dans leurs propres rangs, comme le montre la grogne des députés UMP à l'égard de Villepin, y compris dans le petit monde des patrons, qui attise leurs rivalités, les confine dans un univers étroit, les rend explosives.

La démocratie, c'est la contestation sociale

Pendant ces quatre ans, l'opposition parlementaire n'a cessé d'affirmer et de démontrer son loyalisme, se gardant bien de prétendre vouloir mettre un terme à l'existence d'un gouvernement pourtant illégitime. Les confédérations syndicales ont toujours répondu aux invitations du gouvernement à discuter réformes... C'est le maintien de ce « front républicain » qui a permis aux gouvernements de Raffarin, puis de Villepin de rester au pouvoir et de mener leur politique, malgré le discrédit croissant, malgré la crise qui les mine.

Les échéances électorales de 2007 sont maintenant proches et aggravent les tensions. Sarkozy s'y

prépare depuis longtemps, avec pour objectif de mettre fin à la cohabitation, il serait l'homme de « *la rupture* ». Il fait face à l'affaire Clearstream en se posant en « *victime et non en justicier* », jouant celui qui garde son sang froid dans toute cette agitation et qui retourne à son travail, préparer les lois contre l'immigration et contre la délinquance. Chassant sur les terres du Front national sous prétexte de couper l'herbe sous les pieds de Le Pen, il cherche à se constituer la base électorale qu'il lui faut pour asseoir sa politique populiste de droite.

Il tente de répondre en cela aux besoins d'une bourgeoisie confrontée à la crise de son système politique, du parlementarisme ruiné par le règne de la politique unique, droite et gauche obligées de défendre la même politique soumise aux intérêts des multinationales. Le populisme de Sarkozy fait, n'en doutons pas, le lit de celui qu'il prétend combattre, Le Pen, ou de ses successeurs. L'arrivée au pouvoir d'une nouvelle Union de la gauche ne nous mettrait pas à l'abri de cette logique tant il est vrai qu'il ne peut y avoir de démocratie sous le règne de la propriété privée capitaliste et financière. Pas plus que de changement.

La démocratie est un vain mot quand l'Etat généralise la précarité, attaque le droit du travail, creuse les inégalités et produit la misère. C'est bien pourquoi la question sociale et la question politique sont indissociables.

Le creuset de la nouvelle démocratie, là où se forment de nouveaux droits, c'est les luttes sociales et politiques, les mobilisations, c'est l'expérience acquise au cours de ces dernières années par toute une partie de la jeunesse et du mouvement ouvrier. Ce sont elles qui offrent une issue à la crise de la démocratie, expression de la crise de toute la société. De nouveaux droits pour les classes populaires naîtront de leur organisation et de leur mobilisation pour mettre en oeuvre un plan d'urgence sociale et démocratique, quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes en 2007, traçant la perspective du contrôle de la population sur l'économie et l'Etat, de leur propre pouvoir.

Eric Lemel



Ne pas détourner les aspirations unitaires vers l'impasse électorale de l'antilibéralisme

“**L**es comités du “non” veulent un candidat unique à gauche du PS”, titrait *Le Monde* du 15 mai à propos des assises nationales des collectifs du 29 mai qui se sont tenues samedi dernier à Paris. Sylvia Zappi qui signe l'article, oublie volontairement de mentionner le fait que le collectif national a décidé de ne pas s'engager en tant que tel, lui-même sur cette question, suite aux objections de Solidaires et d'Attac. Mais *Le Monde* ne manque pas l'occasion de jouer des contradictions et ambiguïtés qui étaient au coeur des discussions de ces assises. Celles-ci devaient être consacrées à la charte antilibérale élaborée depuis plusieurs mois dans les collectifs mais, à travers ce débat lui-même, se menait celui sur la question des candidatures unitaires antilibérales. Et si le collectif national a donc décidé de rester en dehors de la campagne pour parvenir à de telles candidatures, les collectifs locaux, eux, ont été clairement invités à s'emparer de cette campagne eux-mêmes ou, comme l'a dit Jean-François Gau qui représentait le PCF et dont les propos sont rapportés dans *L'Humanité* du 15 mai, à “*ouvrir des espaces, nationalement mais aussi localement pour travailler à ces candidatures*”. Ainsi, une autre réunion qui s'est tenue le même jour que les Assises, à 18 heures, dans l'objectif de constituer un comité national pour prendre en charge cette question a regroupé une bonne partie des participants aux assises.

D'éléments importants, sinon majeurs de la campagne et de la mobilisation unitaires contre la constitution européenne, qui avaient largement contribué à ce que le mécontentement social, populaire, s'exprime dans le Non au referendum, les collectifs du 29 mai n'ont pas su devenir un instrument pour les luttes mais sont devenus, tout en s'y refusant formellement, des lieux de négociations... pour les élections de 2007. C'est ce qui explique pour une large part leur faiblesse.

Les collectifs ont été incapables de fournir le cadre, ne serait-ce qu'embryonnaire- qui aurait pu permettre aux aspirations unitaires qui s'étaient exprimées pendant la campagne contre la constitution de prendre corps sous la forme d'un véritable front social et politique pour les luttes. Leur absence d'intervention, à quelques rares exceptions près, lors du mouvement contre le CPE, a confirmé cet état de fait.

Au centre du rassemblement antilibéral pour des candidatures unitaires, le PCF, sa politique et ses manoeuvres

Lors des assises, le 13 mai, les débats ont été polarisés par l'appel à la création de collectifs d'initiatives pour des candidatures communes, publié le jour même dans *l'Humanité* et signé quelques jours auparavant par le Parti communiste en tant que tel.

Se situant dans la perspective d'une « rupture avec le cadre libéral », celui-ci exprime « l'ambition de changer en profondeur la donne politique, de bouleverser le rapport de forces à gauche », « avec l'objectif d'une majorité et d'un gouvernement qui appliquent une politique au service du peuple. » Son contenu, de fait, s'inscrit dans la politique que le PCF avance sous le nom de l'union majoritaire populaire.

La seule fausse note, aux yeux des participants aurait été l'intervention d'Olivier Besancenot, que *l'Huma* rapporte ainsi : *“interpellé par des délégués pour le refus de la LCR de s'associer à l'appel, [il] se dit “d'accord avec une candidature unitaire” mais pas d'accord pour un gouvernement un accord parlementaire avec le PS”*. L'intervention de notre porte-parole a suscité aussitôt les dénégations d'Yves Salesse ou de Clémentine Autain qui ont juré leurs grands dieux, en reprenant le texte de l'appel, *“ nous ne participerons pas à un gouvernement qui serait dominé par le social-libéralisme ”*.

La formule est pour le moins hypocrite, les bonnes intentions en la matière ne résistant pas à la logique de la recherche d'alliance avec le PS que sous-tend « l'objectif d'une majorité et d'un gouvernement qui appliquent une politique au service du peuple. » Ni plus ni moins que l'objectif que se fixe l'appel de Marie-George Buffet, issu du Congrès du PCF, pour un rassemblement antilibéral.

Eclairante à ce propos, est la “tribune libre” de Cohen-Seat publiée dans *l'Huma* le 12 mai : *“Olivier Besancenot dit en substance : rien avec le PS, c'est un préalable. [...] Il est hors de question de refaire la « gauche plurielle » et de cautionner au gouvernement une politique libérale. Mais « rien avec le PS », c'est absurde et catastrophique. La seule vraie question est celle de la politique qui sera menée. Si elle est libérale : pas de participation au gouvernement. Si elle rompt franchement avec les politiques passées et permet de changer vraiment la vie de notre peuple, pourquoi ne pas aller nous battre jusqu'au gouvernement pour défendre nos idées et nos propositions ? »* Et d'enchaîner avec la proposition à peine déguisée d'un donnant-donnant présidentielle derrière Buffet, contre partage de circonscriptions législatives :

« Et pour les candidatures, ne pourrait-on pas mettre nos petits ego dans la poche et voir simplement ce qui permettrait le meilleur résultat possible pour tout le monde dans ce rassemblement ? Actuellement, il y a 22 députés communistes. Si on se donnait l'objectif que toutes les forces antilibérales aient le maximum d'élus en présentant des candidatures unitaires dans tout le pays ? Pour la présidentielle, qui pourrait toute notre vie politique, il ne peut y avoir qu'une candidature. Personnellement, je pense que Marie-George Buffet serait une très bonne candidate. Elle en a - comme d'autres - les qualités personnelles : elles lui ont valu, comme ministre de la Jeunesse et des Sports, une réputation de détermination et de courage. »

Difficile de ne pas voir là une de ces manoeuvres dont le PCF est depuis longtemps passé maître, la mise en place de structures pseudo-unitaires au service de ses intérêts d'appareil, en l'occurrence, la « candidature de rassemblement »... de Buffet qui, dans une interview à *l'Huma* le 11 mai, condescendait, bien entendu, à se voir entourée d'autres porte-paroles de la campagne contre la constitution. Vu ce que disent aujourd'hui les sondages, cela se comprend !

Ceci dit, le PCF a raison du point de vue d'une politique définie par le cadre institutionnel quand il prône l'alliance avec le PS. Il n'y a pas, en effet, d'autre possibilité d'obtenir une majorité électorale, dans le respect du cadre des institutions et du système capitaliste.

Affirmer la nécessité de rompre avec ce cadre ne veut pas dire qu'il faille négliger les batailles politiques que sont les élections, mais il s'agit de mettre celles-ci au service du combat anticapitaliste, de la lutte des classe, la préparation d'une contre-offensive du monde du travail et de la jeunesse.

La dynamique des collectifs du Non étouffée par les limites de l'antilibéralisme

Incapables d'être de véritables cadres de front unique, lieux de négociations autour des candidatures unitaires sans le reconnaître, les collectifs ont été incapables d'intervenir sauf en de très rares endroits dans les luttes. Cela aurait exigé de leur part une politique indépendante de la gauche gouvernementale, des grandes confédérations syndicales et du respect des institutions, comme l'a montré le mouvement contre le

CPE et son succès dû à l'audace des jeunes qui ne se sont laissés arrêter ni par le vote d'une loi ni par l'inertie des directions syndicales.

Toute dynamique, au contraire, a été étouffée au sein des collectifs par une politique plombée par le réformisme antilibéral. L'idée qu'il faudrait une perspective de victoire électorale de la gauche pour gagner sur le terrain des luttes sociales -ce que les jeunes ont pourtant infirmé en infligeant un recul au gouvernement-, l'idée qu'un débouché politique serait indispensable, exprime la dépendance politique à l'égard de la gauche institutionnelle et gouvernementale. Celle-ci a comme conséquence un manque de confiance dans les capacités d'initiatives des travailleurs, des jeunes, du mouvement social.

Or, ce sont les luttes et les luttes seules qui peuvent changer le rapport de force même si bien évidemment, les points marqués sur le terrain électoral sont autant de moyens d'action.

Quant au débouché politique, il est dans les luttes elles-mêmes, c'est-à-dire la capacité des travailleurs d'exercer leur pression aujourd'hui, demain leur contrôle sur l'État et l'économie pour postuler au pouvoir, à leur pouvoir.

Tirer le bilan de cet échec, avancer une perspective anticapitaliste

Des milliers de militants, de jeunes, de salariés, tirent les leçons des luttes de ces dernières années, s'affranchissent des verrous mis par les directions des grandes confédérations syndicales, du PS et de ses satellites. Ouvrir à leur regroupement dans la perspective d'un mouvement d'ensemble exige une politique indépendante de celle du PC qui contribue, à la gauche du PS, à contenir la crise qui déchire le gouvernement.

Il s'agit, dans les luttes comme dans les élections, de porter une perspective anticapitaliste en toute indépendance des partis gouvernementaux ou des partisans du syndicalisme d'adaptation en combinant la préparation d'un mouvement d'ensemble, aujourd'hui indispensable, et la construction d'une force nouvelle, un parti des travailleurs.

Les révolutionnaires militent pour la plus large unité autour des exigences du monde du travail, sociales et démocratiques, tout en défendant, dans les luttes comme dans les élections, des perspectives, anticapitalistes qui sont la seule réponse à la crise.

Galia Trépère



Discussion autour du projet de Manifeste :

L'Europe, arène de la lutte de classe

Depuis le traité de Rome en 1957, les progrès dans le sens de l'unification de l'Europe capitaliste n'ont pas été négligeables, depuis la mise en place d'un marché commun et d'institutions communes, jusqu'à l'établissement d'une monnaie unique, malgré les antagonismes nationaux et malgré les tentations jamais absentes de repli sur le pré-carré national.

Sous le fouet de la concurrence -en premier lieu celle des Etats-Unis- l'Europe de la libre concurrence s'est imposée à l'échelle de 6 puis de 25 pays, en même temps qu'elle s'est construite comme une forteresse, à la fois contre ses concurrents et contre les pauvres du monde entier.

Cette Europe pourtant est en crise. Il y a bien sûr une crise de légitimité que le référendum en France a rendu plus évidente encore. Mais la crise de l'Europe au niveau de ses institutions, qui touche à la fois à son fonctionnement comme à son projet, n'est pas seulement la crise d'un modèle qui serait celui du libéralisme. Cette crise exprime de manière concentrée les contradictions du capitalisme d'aujourd'hui. Cette question est au centre des débats politiques et, en conséquence, des discussions sur le projet de manifeste de la LCR.

Les éléments d'une crise

La victoire du Non au référendum, dont une partie importante des voix était clairement de gauche et opposée au repli nationaliste, a mis en échec la prétention des gouvernants à légitimer de manière

démocratique une construction vouée essentiellement à satisfaire les besoins capitalistes. La logique du débat a de fait amené à dévoiler -même de manière inachevée ou confuse sur le thème de “l’antilibéralisme”- quelques uns des ressorts de la dictature du capital qui ne supporte pas d’autres politiques aujourd’hui que celle de la démolition des acquis sociaux.

Cet acquis doit être un point d’appui pour continuer le débat et organiser les luttes afin de contester la légitimité de la classe capitaliste à diriger toute la société.

L’enjeu aujourd’hui est bien de dénoncer clairement les contradictions de l’Europe capitaliste. Les institutions ne sont guère réformables. Elles sont destinées à asseoir la puissance des principales bourgeoisies impérialistes au détriment des pays plus pauvres ou plus petits. Leur vocation n’est pas de faire entendre la voix des peuples mais de trouver des arrangements et des compromis entre les intérêts souvent opposés des grands trusts, à la fois partenaires et rivaux.

Contraints par l’exacerbation de la concurrence inter-impérialiste, les bourgeoisies européennes ont été amenées -malgré la faiblesse aujourd’hui encore de leur intégration- à pousser plus loin la construction européenne, avec l’unification d’un marché continental, l’extension de l’euro, la disparition des monopoles nationaux, et même la constitution d’un embryon d’appareil d’Etat (armée, justice, police...).

Mais la contradiction est toujours aussi flagrante entre le développement extraordinaire des sciences et des techniques, et plus généralement des forces productives depuis la guerre, qui appellent à ce que se constituent des entités économiques homogènes qui devraient dépasser depuis longtemps déjà le seul cadre de l’Europe, et la volonté de chaque bourgeoisie de maintenir son Etat national pour préserver les privilèges que celui-ci lui garantit. Voilà qui explique la marche chaotique de la construction européenne depuis 50 ans qui, même si elle s’est accélérée ces dernières années sous la pression de la mondialisation financière, est encore bien loin de pouvoir déboucher sur une unification.

Aujourd’hui, l’Europe continue à s’élargir. Mais plus que jamais le projet d’une simple mise en concurrence au niveau de la fiscalité et surtout pour l’usage de la force de travail révèle la faiblesse du projet européen. L’élargissement à l’Est est surtout un accélérateur de la décomposition des institutions européennes manifestement inadaptées. Tout en révélant de manière cruelle la capacité de l’impérialisme américain à se subordonner ces pays, malgré la construction européenne et en se jouant d’elle. Les rapports de force inter-impérialistes n’ont pas été fondamentalement modifiés de ce point de vue en faveur des bourgeoisies européennes.

Les réponses du prolétariat

L’Europe des subventions et du lobbying, l’Europe des marchands de canons et de l’espace Schengen, avec ses flics et ses barbelés, n’est évidemment pas celle des travailleurs et des peuples ! Mais quelle alternative apporter ?

La réponse est d’abord dans l’analyse que l’on fait de l’offensive ininterrompue que mène la classe capitaliste contre le monde du travail depuis 30 ans. Ce débat a besoin de clarté : le libéralisme n’est pas un “modèle” ou un “dogme”, ce n’est pas une option parmi plusieurs politiques possibles pour la classe capitaliste afin de réaliser ses profits.

Son Etat, la bourgeoisie ne s’en sert plus pour intervenir dans la vie économique à la manière dont elle le faisait dans la période d’expansion, elle s’en sert comme instrument de la guerre qu’elle mène pour démanteler la protection sociale et casser le code du travail dans chaque pays et au niveau de toute l’Europe, en s’appuyant sur les opportunités nouvelles qu’offrent de ce point de vue les institutions européennes. C’est une nécessité pour rétablir son taux de profit après des années de crise et dans les conditions particulières d’une nouvelle phase de la mondialisation où les exigences de la finance sont devenues exorbitantes.

Pour combattre cette Europe anti-sociale et anti-démocratique, les vieilles recettes d’un capitalisme tempéré par de bonnes lois sociales, grâce à de bons gouvernements de gauche favorisant l’emploi plutôt que la spéculation, sont illusoires. Seule une lutte acharnée mettant en cause le droit de contrôle de la classe capitaliste sur la marche de la société pourrait commencer à inverser le rapport de force : interdiction des licenciements sous peine de réquisition, contrôle des comptes, autodéfense du prolétariat.

Aucun bouleversement social d’ampleur ne se fera en France sans qu’il ait des répercussions à l’échelle de tout le continent (et inversement). Un gouvernement des travailleurs en France devrait nécessairement inscrire sa politique dans la lutte pour une Europe des travailleurs et des peuples, pour les Etats-Unis socialistes d’Europe.

Il appellerait tous les peuples d'Europe à élire une assemblée constituante pour décider démocratiquement de la forme politique de leur coopération. En même temps il encouragerait par tous les moyens la lutte des travailleurs pour renverser l'ordre capitaliste existant.

Il ne peut pas y avoir de débouché politique aux luttes sans une contestation radicale des institutions. Les institutions ne sont pas neutres. Elles sont arrimées à des Etats dont la colonne vertébrale est un appareil de répression entièrement sélectionné et formé pour défendre l'ordre bourgeois. La caste des hauts fonctionnaires n'est pas non plus destinée à appliquer tranquillement des mesures dont la vocation serait de s'en prendre aux intérêts capitalistes !

Un gouvernement aussi fidèle aux intérêts de la classe ouvrière que la droite peut l'être à ceux des capitalistes ne pourrait pas gouverner et s'imposer dans le cadre des Etats actuels. Un gouvernement des travailleurs exige non seulement le renversement des institutions bourgeoises mais la mise en place de formes de pouvoir directement issus des luttes du prolétariat pour son émancipation.

Définir cet objectif, c'est aussi répondre à la question du parti qui fait si cruellement défaut au monde du travail. Quels que soient les chemins de traverse empruntés pour regrouper largement autour d'un projet anticapitaliste, c'est toujours le même objectif qui doit nous guider : la construction d'un parti apte à lutter pour le renversement des institutions et donc de l'Etat bourgeois.

A l'échelle de l'Europe, des éléments existent d'ores et déjà dans un certain nombre de pays pour commencer à regrouper plus largement autour d'un projet anticapitaliste. Ce devrait être tout l'intérêt du Manifeste de la LCR de pouvoir s'appuyer sur cette perspective pour en clarifier les enjeux.

Jean-François CABRAL



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.